Algérie : Pressions du pouvoir sur les syndicats autonomes

mercredi 26 janvier 2011, par CISA (Date de rédaction antérieure : 6 janvier 2011).

Pressions du Département de Renseignement et de la Sécurité (DRS, ex-Sécurité Militaire) sur le SNAPAP à la suite de la création de la Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie en Algérie

Le CISA est informé de source sûre que le DRS accentue en ce moment même la pression sur le Snapap (Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique) et ce depuis la réunion du vendredi 21 janvier dernier qui a donnée naissance à la Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie.

Cette coordination, qui regroupe des syndicats autonomes, des associations et des partis politiques, se donne pour but de former un front uni afin de répondre à la crise sociale, économique et politique que traverse l'Algérie et dont les émeutes récentes sont la plus directe illustration. Les signataires de l'appel issu de cette rencontre exigent notamment la levée de l'état d'urgence, le respect des droits constitutionnels et la libération des émeutiers arrêtés ces dernières semaines. La réunion du vendredi 21 s'était déroulée dans les locaux du Snapap à Alger (dans la nouvelle Maison des syndicats).

Il est clair que les généraux du DRS qui contrôlent réellement le pays ne sont pas prêts à accepter la moindre ouverture démocratique. Ainsi, très ouvertement, le DRS est intervenu auprès de militants du Snapap et de certaines sections pour essayer d'obtenir des informations sur leurs activités actuelles et sur la Coordination Nationale.

Il s'agit évidemment d'une tentative d'intimidation qui vise à étouffer dans l'œuf la création de tout cadre démocratique dans lequel pourraient s'exprimer pacifiquement les forces sociales en Algérie.

Inquiet par la dégradation de la situation sociale et la montée des mécontentements, le DRS menace directement les syndicalistes autonomes du Snapap.

Nous dénonçons de tels procédés et nous exigeons qu'ils cessent immédiatement !

Nous alertons l'opinion publique internationale, exigeons l'arrêt immédiat de ces manœuvres d'intimidation et des pressions policières qui s'exercent contre les forces démocratiques autonomes en Algérie.

Nous réitérons notre solidarité avec toutes ces forces autonomes démocratiques, en particulier avec le Snapap et les autres syndicats libres.

Mercredi 26 janvier 2011

Comité international de soutien au Syndicalisme Autonome Algérien (CISA)